

Il nous manque un Charles Péguy!

par Évelyne Joyaux

IL FAISAIT très chaud à Marseille le 5 juillet dernier. La ville était en effervescence dans l'attente de la retransmission sur écran géant de la demi-finale de la Coupe du monde. Cette date correspondait pour nous à l'anniversaire du 5 juillet 1962 où des Français furent capturés par centaines dans les rues d'Oran. La date est devenue ensuite emblématique pour les Pieds-Noirs et les Harkis qui comptent un ou plusieurs membres de leurs familles enlevés durant les événements d'Algérie. La France n'a jamais entrepris de véritables recherches les concernant.

Une marche nous conduisait du Vieux Port à la préfecture où une délégation devait être reçue. Certains dans notre groupe tenaient devant eux une photo de leur proche enlevé, d'autres des ballons blancs qui emporteraient dans l'air les listes de noms des personnes disparues.

Aucun des passants, nombreux car c'était le premier jour de soldes, ne pouvait éviter les regards de ces portraits agrandis. Aucun, en lisant les banderoles, ne pouvait ignorer le sens de notre marche. Personne ne nous a agressés, mais personne ne nous a interpellés et personne sur le parcours, ne nous a interrogés. Les passants regardaient ailleurs.

Il aurait fallu quelques phrases à la télévision, les jours précédents, qui rappellent les faits, des articles et des interviews dans la presse. Il aurait fallu cette agitation particulière qui tient à la façon dont les journalistes s'emparent de la rue et qui désigne l'événement à l'opinion publique, comme il y a quelques mois, pour les Français enlevés en Irak.

Mais rien de tout cela! Ce furent l'attente devant la préfecture sous un soleil de plomb, l'indifférence des passants, notre déception, prévisible, mais que l'on ressent intacte autant que notre impuissance, et ces mots: « *Vous n'avez pas su vous faire entendre* ». Combien de fois cette phrase a-t-elle été prononcée sur un ton de discrète connivence par un chef de cabinet, un secrétaire général ou un fonctionnaire

de ministère pour nous faire savoir que nous n'obtiendrions rien? « *Vous n'avez pas su vous faire entendre* ». Il faut traduire: « *Il est trop tard!... Et c'est de votre faute s'il est trop tard!* ». Mais le temps n'y change rien car il s'agit de justice et nous ne pouvons pas faire autre chose que la demander.

Le temps n'y change rien car il s'agit de justice et nous ne pouvons pas faire autre chose que la demander.

Depuis quelques semaines il est beaucoup question de la Justice avec la commémoration de l'affaire Dreyfus: déclaration du chef de l'État, pages spéciales, émissions diverses, analyse et psychanalyse des Français, retour sur le rôle de la presse, etc.

Un article du *Figaro* présente ainsi le destin du capitaine Dreyfus: « Il est cet homme sans qualité qui annonce tous les anonymes du XX^e siècle, emportés, déportés, ceux qui ne pouvaient pas croire que leur pays ne saurait pas les protéger - un homme sans qualité autre que son innocence répétée et inaudible, une figure tragique du XX^e siècle ».

Charles Péguy qui fut un dreyfusard convaincu et engagé, distinguait plusieurs plans dans « l'Affaire ». Celui où des gens de bonne foi s'affrontaient, les uns croyant l'officier coupable de trahison et les autres certains de son innocence. Puis un deuxième plan où les circonstances voulurent que les droits d'un homme seul et l'honneur de l'Armée se trouvent en concurrence. À ce niveau les dreyfusards refusaient que le capitaine Dreyfus, dont l'innocence apparaissait alors certaine, soit sacrifié à une institution et à la raison d'État. C'est cette approche de « l'Affaire » qui est retenue aujourd'hui et que l'on exalte.

Mais il en existait une autre qui inspira à Péguy des pages très violentes contre Jean Jaurès dans *Notre jeunesse*. Il voulait y « démonter le mécanisme de cette démagogie mortelle » qui dénaturait le combat pour Dreyfus. Certains dreyfusard, utilisant « l'Affaire » pour soutenir que trahir l'armée n'était pas un crime. « *L'affaire continue* - écrivait Péguy - mais elle n'était plus la même affaire... Elle en était une toute autre... parce que le plan même du débat n'était plus le même. Hervé ⁽¹⁾ est un homme qui dit: « Il faut trahir... ». Par cet entraînement de proche en proche, par cette sorte de dérapage... par cette dérivation, par ce détournement, par ce déglissement, Jaurès est entré dans le crime d'Hervé ».

La raison d'État contre la cause des anonymes d'une part, et le glissement de la défense des principes aux manœuvres de sape... Ce sont les mêmes ressorts que nous connaissons.

Après 1962 les responsables politiques français limitèrent, dirent-ils, leurs actions en faveur des Disparus en Algérie pour ne pas compliquer les négociations avec le FLN. La raison d'État prit de multiples formes durant quarante ans jusqu'à celle, il y a quelques mois, d'un projet de traité d'amitié franco-algérien, porteur d'espérances économiques, qu'il ne fallait pas compromettre.

Ici, et contrairement à ce qui s'est passé pour le capitaine Dreyfus, la raison d'État l'a emporté sur les droits des « anonymes ». Camus aurait dit « *les hommes sans nom* », mais c'est parce qu'elle coïncide, cette fois, avec le plan caché sur lequel agissent les intellectuels faiseurs d'opinion que dénonçait Péguy.

Trahir l'armée n'était pas un crime pour Hervé et pour Jaurès: c'était

Après 1962 les responsables politiques français limitèrent, dirent-ils, leurs actions en faveur des Disparus en Algérie pour ne pas compliquer les négociations avec le FLN.

1 - Hervé: journaliste, protagoniste de « l'Affaire », violemment antimilitariste.

là le vrai sens de leur engagement au côté du capitaine Dreyfus. Enlever des Français « colonisateurs » n'était pas un crime non plus puisque le but visé était l'indépendance de l'Algérie à laquelle tous les principes, et la vie même, devaient être soumis: « *Abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé* », écrivait Sartre.

La défense proclamée des droits de chaque homme, de tous les hommes, cache en réalité de reconnaître ces droits seulement si cela est utile à la cause que l'on veut faire avancer.

« *Mortelle démagogie* »! Le dépôt de gerbe en mémoire de nos Disparus, prévu à Paris sous l'Arc-de-Triomphe, a été interdit sur demande d'associations qui dénonçaient le caractère politique de la cérémonie.

Il faut une bonne dose de cynisme ou de passion idéologique pour accuser quelqu'un d'utiliser à des fins politiques l'enlèvement d'un père ou d'une mère, et quelquefois des deux, d'un frère, d'une sœur, d'un enfant. Il faut un vrai culot, alors que l'on est indemne de cette souffrance, pour imputer à ceux qui en sont victimes les basses manœuvres dont on se rend justement coupable en les accusant.

Il est vrai que ceux qui lancent les anathèmes ne risquent rien. Quel journal publiera un article pour défendre les familles de Disparus sous le titre « *J'accuse* »? Surtout, nous n'avons pas Charles

Il faut une bonne dose de cynisme ou de passion idéologique pour accuser quelqu'un d'utiliser à des fins politiques l'enlèvement d'un père ou d'une mère, et quelquefois des deux, d'un frère, d'une sœur, d'un enfant.

Péguy pour rappeler qu'il n'y a qu'un plan à considérer, celui de ces innocents à qui personne n'a rendu justice.

Lors de la messe qui termina cette journée nous sûmes que le prêtre n'ignorait pas les questions que nous nous posions sur le sens et l'utilité de nos manifestations. Ce sens il le nomma d'un mot: « *fidélité* ». Pour être fidèles à nos disparus, en effet, nous n'avons besoin de personne, ni de journalistes, ni d'approbations, ni de reportages télévisés...

Quant à l'avenir... On nous dit que l'Afrique va mal. Que c'est bien moins une question d'argent que d'organisation. Il faudrait une stabilité des états, lutter contre la corruption, développer la santé et l'éducation. Les experts sont nombreux qui en déclarent l'urgence et le gouvernement français va dans ce sens. Il serait bien que la France cesse de s'attacher un bras dans le dos en rejetant l'expérience acquise dans ces domaines en Outre-mer. Qu'elle cesse, là, de vouloir s'attribuer tous les péchés du monde, même si elle allège cette charge en faisant porter la responsabilité des malheurs qu'elle endosse par les Pieds-Noirs, cette fraction de sa population dont elle sacrifie aisément les droits et avec laquelle trop de Français de métropole entendent ne pas être confondus.